Fil d'info

A LA UNE

Assurance chômage

Les syndicats demandent l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage

La crise du Covid-19 a mis un coup d'arrêt à la mise en œuvre du second volet de la réforme de l'assurance-chômage. Alors que certaines de ses dispositions auraient dû rentrer en vigueur en avril, le gouvernement avait initialement choisi de reporter leur application au mois de septembre. Les syndicats de salariés, pour leur part, préféreraient voir une annulation pure et simple de ces mesures et peut-être même de la réforme de l'assurance-chômage en son entier, jugée aujourd'hui non conforme aux besoins du pays après presque deux mois d'écoulement de l'économie provoquée par le confinement et la perte de près de 10 points du PIB.

« Tout ce qui a été fait par le décret de juillet est inadapté : il faut tout abroger, sauf peut-être les moyens supplémentaires accordés à Pôle Emploi », affirme François Hommeril, président de la CFE-CGC. Pour le dirigeant de la confédération de l'encadrement, dont les troupes s'étaient montrées particulièrement hostiles à cette réforme et notamment à son volet » ; « dégressivité des indemnités sur les hauts salaires », les prochaines décisions de l'exécutif pour l'Unedic et l'assurance-chômage seront « éclairantes » quant à la conception gouvernementale du dialogue sociale.